



Professeur au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) et auteur de *Libérez l'emploi pour sauver les retraités* (Odile Jacob)

NICOLAS MARQUES

## Chômage: qui croire ?

Le Journal du Dimanche  
9 mars 2014

Il y a souvent eu un écart entre les chiffres du chômage donnés par Pôle emploi (plus élevés) et ceux donnés par l'Insee (plus faibles). 500.000 chômeurs d'écart sur 3 millions en catégorie A (aucune activité au cours du mois)... Cette fois, la différence est énorme, mais il ne faut pas y voir de manipulation particulière ! Les méthodes de calcul ne sont pas comparables et la statistique n'est pas une science exacte. L'Insee, qui procède à des enquêtes aléatoires au domicile ou par téléphone, a un peu modifié ses questions, ce qui a pu influencer sur les réponses. Sa méthode reste néanmoins la seule retenue sur le plan international pour faire des comparaisons. Pôle emploi procède différemment et enregistre chaque mois le nombre de demandeurs d'emploi. Ils peuvent ensuite avoir trouvé un emploi ou renoncé à en chercher sans pour autant être radiés.

**EN 2013**, la population active a augmenté d'environ 150.000 personnes. Il aurait fallu créer autant d'emplois supplémentaires pour voir le chômage diminuer. Or l'emploi marchand a perdu environ 130.000 personnes. La création d'emplois publics est contrainte par les limites budgétaires, elle a seulement permis d'amorcer une baisse du chômage des jeunes, autour de 24 %. Cette bonne nouvelle serait meilleure si ces contrats aidés étaient plus tournés vers le secteur marchand, pour répondre aux 400.000 offres d'emploi non satisfaites. Il ne sert à rien de gonfler les effectifs des collectivités territoriales, qui sont pléthoriques et ont un absentéisme record de 26 jours par an !

**LE CHÔMAGE** a de fortes chances d'augmenter tant que la croissance ne reviendra pas à un taux

*« Le chômage a de fortes chances d'augmenter tant que la croissance ne reviendra pas à un taux supérieur à 1,5 % »*

supérieur à 1,5 %. Le gouvernement table sur 1 % pour 2014 et mise sur les effets des pactes de compétitivité et de responsabilité. Ces belles ambitions dans les mots tardent à se traduire dans les faits et Bruxelles commence à s'impatienter. Il manque à nos dirigeants un pacte de compétence et de courage pour dire enfin la vérité aux Français : ils ont vécu au-dessus de leurs moyens depuis trente ans, il va falloir travailler plus pour espérer ne pas gagner moins...

**NE DÉSESPÉRONS PAS** pour autant. La France d'en haut va mal, mais celle d'en bas qui réussit, avec un taux de chômage de 6 % comme dans le pays de Vitré, montre la voie à suivre. C'est d'une certaine manière le combat des « bonnets rouges », qui réclament plus d'autonomie pour en finir avec ses

réglementations jacobines étouffantes. **REGARDONS LA SUISSE**, champion de l'apprentissage, avec des jeunes qui entrent vite dans la vie active. La course au diplôme est un gaspillage, d'autant que celui-ci protège de moins en moins. L'écart entre les revenus d'assistance et ceux du travail doit être plus important, pour inciter les chômeurs à travailler. La France doit aussi favoriser l'entrée des immigrés sur le marché du travail : cela permettrait de répondre à des besoins non satisfaits.

**JE PLAIDE ÉGALEMENT** pour un smic territorial s'adaptant au coût de la vie. Aujourd'hui, vous pouvez vivre avec le smic dans le Loir-et-Cher, mais pas en Île-de-France. Il faut enfin supprimer les 35 heures et faire sauter les verrous du code du travail, qui étouffent les entreprises avec plus de 10.000 articles, contre 54 en Suisse. ❖

**PROPOS RECUEILLIS PAR CAMILLE NEUVÉ**